



ARRETE N° 2026-252

VILLE DE MONTIVILLIERS

PERSONNEL MUNICIPAL

Arrêté de délégation de signatures

Madame Rébecca ANTONIN

Rédacteur

Monsieur le Maire de la Ville de Montivilliers, Jérôme DUBOST,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-19, L2122-20, R2122-8 et R2122-10,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu l'article L.423-1 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 mars 2026, relative à l'élection du Maire de Montivilliers,

Vu l'arrêté portant délégation de fonctions et de signature du maire aux adjoints et aux conseillers municipaux de la ville de Montivilliers,

Vu l'arrêté donnant délégation de signature du maire à Madame Hélène DUVAL, Directrice générale des services de la ville de Montivilliers,

Vu l'arrêté nommant Madame Rébecca ANTONIN pour assurer les fonctions d'Assistante administrative du pôle Attractivité et Grands projets, et de l'Urbanisme de la ville de Montivilliers,

Considérant qu'il est nécessaire, dans un souci de bonne administration locale que **Madame Rébecca ANTONIN**, Assistante administrative du pôle Attractivité et Grands projets, et de l'Urbanisme, puisse disposer d'une délégation de signature de certains documents administratifs en lien avec son domaine d'activité précisés ci-après,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à **Madame Rébecca ANTONIN**, Assistante administrative du pôle Attractivité et Grands projets, et de l'Urbanisme, à l'effet de signer les documents entrant dans le cadre de ses attributions et compétences :

- Accusés de réception manuscrits des correspondances et CERFA liés aux autorisations du code de l'urbanisme,

Article 2 : Le présent arrêté de délégation de signature prendra effet dès sa transmission au contrôle de légalité,

Article 3 : Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R.421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Article 4 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié et notifié à l'intéressée,
- Transmis au contrôle de légalité,
- Transmis au Comptable public.

Fait à Montivilliers, le 31 mars 2026

Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé électroniquement par : Jérôme Dubost
Date de signature : 03/04/2026
Qualité : Elu Ressources Humaines



Notifié le 17/04/2026
Signature de l'agent